

Entretien de Pierre Andrieu

Pierre Andrieu et Jean-François Di Meglio

Mai 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de

Pierre Andrieu

Pierre Andrieu, entré au Quai d'Orsay en 1980, a eu une carrière diplomatique centrée sur l'Europe de l'Est, les pays nordiques, la Russie, et la CEI. Il a été Ambassadeur au Tadjikistan et en Moldavie, ainsi qu'Ambassadeur pour le Partenariat oriental et la Mer Noire. À l'administration centrale, il a traité des dossiers asiatiques et européens, et a travaillé en diplomatie économique. Auditeur de l'IHEDN, il enseigne à Sciences Po Paris et a donné des cours au MGIMO. Actuellement, il est Senior Adviser chez Schneider Group après une expérience dans l'intelligence économique.

Jean-François Di Meglio

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'Université de Pékin, Jean-François Di Meglio a passé plus de vingt ans dans un grand établissement financier français, en poste à l'international et en particulier en Asie. De 2005 à 2008 il a été responsable du secteur énergie et matières premières en Chine pour BNP Paribas. Il a rejoint Asia Centre en mai 2008 pour y mettre à profit sa connaissance du monde de l'entreprise et de l'Asie avant d'en être président en 2009.

Entretien

Pierre Andrieu par Jean-François Di Meglio

- *Peut-il y avoir des restes ou un ancrage d'un "parti de la Russie" au sein du PCC ?*

Il est très difficile de savoir ce qui se passe derrière les épais murs de Zhongnanhai. Comme toujours dans l'histoire du PCC, des luttes de factions se poursuivent sûrement en son sein, sous le contrôle strict de Xi Jinping. Dans ce cadre, un "parti de la Russie" pourrait bien avoir pris quelque peu l'ascendant à la suite des derniers succès relatifs de l'armée russe en Ukraine. La nomination de l'amiral Dong Jun au poste de ministre de la Défense, qui aurait étudié à l'Académie militaire de l'Etat-Major russe et réputé russophone, pourrait en être le signe. L'évolution du conflit en Ukraine paraît être l'un des curseurs de ces luttes d'influence car cette guerre est naturellement suivie de très près par les responsables chinois, qui en tirent les leçons utiles. Une faction plus pro-occidentale pourrait très bien revenir en force si les Ukrainiens remportent des succès sur le front.

La situation paraît être quelque peu différente parmi les chercheurs et les universitaires chinois, qui semblent disposer d'une certaine liberté d'expression et de publication. Beaucoup font partie de la catégorie des « establishment intellectuels » qui rendent publiques des analyses pro et anti russes. Parmi eux, tout en publiant leurs contributions, écrivent sans doute des rapports internes pour leur gouvernement et sont en contact avec des membres plus ou moins importants du Parti communiste et du gouvernement. Mais on ne peut surestimer l'influence de ces "establishment intellectuels" sur les décisions des autorités. Ils ne représentent, au mieux, qu'un petit maillon de la chaîne décisionnelle pékinoise.

- *Quelles sont les principaux jalons/inflexions de la relation Chine-Russie qui, du côté de Moscou et de Pékin respectivement, influent à l'heure actuelle sur l'état des relations ?*

L'agression russe contre l'Ukraine de février 2022 est sans conteste une inflexion majeure dans la relation bilatérale. Toutes les tendances apparues avec le "tournant vers l'Est" engagé par la Russie dès le début des années 2000 et accéléré en 2014, ont été accentuées avec la guerre. Il en est ainsi de la dépendance économique et commerciale, mais aussi technologique de la Russie par rapport à la Chine. Cette situation a transformé Moscou en un "junior partner" de Pékin et certains chercheurs comme Alexander Gabuev, directeur du Carnegie Russia Eurasia center de Berlin, n'hésitent pas à parler de vassalisation du premier pays par le second. Bien entendu l'on est conscient à Moscou de cette situation mais on semble s'en satisfaire. Poutine lui-même l'a comparée à celle qui prévalait au 13^{ème} siècle, lorsque les Grands princes de Moscou, et en particulier Alexandre Nevsky, allaient régulièrement payer tribut au Grand Khan mongol de la Horde d'or, lequel en échange les confirmait sur le trône tout en ne se mêlant ni de l'ordre juridique interne ni de la religion professée. Ce rapport de suzeraineté n'a pas empêché Moscou de s'agrandir et de faire la guerre à l'Ouest contre les Chevaliers teutoniques "qui voulaient imposer leur religion", comme l'a rappelé Poutine. Mais cette soumission ne veut pas dire que la Russie est totalement et inconditionnellement subordonnée à la Chine et qu'elle est devenue un Etat client.

Moscou conserve une certaine puissance et influence politique et diplomatique, notamment dans l'espace ex soviétique, aux NU, ainsi que dans les pays du "Sud global", bien utiles à Pékin. Mais aussi un fort pouvoir de nuisance qui ne plaît sans doute pas toujours aux Chinois.

- *Quelle est la conception respective des "alliances" ou des convergences d'intérêts (opportunistes ou à plus long terme) des deux parties concernées ?*

La Russie semble souhaiter transformer sa grande proximité avec la Chine en alliance étayée par un texte juridique, ce qui ne correspond pas au vœu des Chinois. Le Traité d'amitié et de coopération soviéto-chinois signé en 1950 entre Staline et Mao ne leur a pas laissé le meilleur souvenir car dans les faits il avait eu pour résultat de renforcer la tutelle soviétique sur la jeune RPC. Mao et ses successeurs l'ont très vite rejeté après la mort du dictateur soviétique. Aussi la relation russo-chinoise actuelle est-elle basée sur la plus pure realpolitik qui convient parfaitement aux intérêts des deux protagonistes. Cette convergence très solide et qui perdure est essentiellement basée sur leur opposition commune à "l'hégémonisme" américain et aux "valeurs" occidentales mais aussi sur la volonté de défendre leurs autoritarismes respectifs.

- *Le SCO et/ou les BRICS + sont ils en train de devenir des institutions entre les mains de Pékin qui "accessoirise" Moscou ?*

Je le pense, oui. Moscou n'a plus les moyens de faire dans ces enceintes jeu égal avec Pékin mais dans le même temps les Chinois prennent bien soin de ne pas brusquer les Russes car leur influence qui reste importante leur est utile. Il en est ainsi de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), par exemple. La Russie conserve une influence importante, notamment par ce biais, en Asie centrale du fait du passé soviétique commun entre elle et les cinq républiques, dont font partie l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. On est également conscient à Pékin du peu de popularité de la Chine parmi celles-ci. L'adhésion de l'Inde et de l'Iran, ainsi que du Pakistan a été souhaitée par Moscou pour tenter de contrebalancer la puissance chinoise.

- *Y a-t-il, à la lumière du très récent alignement des vetos au Conseil de sécurité, un réel rapprochement progressif ?*

Oui le rapprochement est réel et rapide, accéléré par la guerre en Ukraine.

- *Qui dépend le plus de l'autre dans la relation ?*

Je dirais que chacun a besoin de l'autre sur les plans politique, économique et commercial, la Russie exportant des matières premières et énergétiques à bas prix indispensables au développement de la Chine, alors que celle-ci exporte des produits industriels à haute valeur ajoutée, des machines-outils, des produits électroniques grand public et des voitures en prenant la place des Occidentaux qui ont quitté le marché russe. Mais la Chine dicte de plus en plus les conditions des importations d'une Russie isolée de l'UE, qui était jusqu'en 2022 son principal marché, et obligée d'accepter le "diktat" chinois, ce qui accentue la dépendance russe vis-à-vis de la Chine.

- ***La théorie des relations internationales et l'expérience de chacune des deux nations ne révèlent-elles pas une relative "juniorité" de la RPC (malgré l'histoire longue de la Chine, qui n'a jamais été une nation "diplomatique" mais plutôt bénéficiaire de tributs ?***

La Chine dispose du second réseau diplomatique mondial après celui des Etats-Unis et les diplomates chinois sont de plus en plus aguerris et sûrs d'eux (les fameux "loups guerriers"). On pourrait considérer que cette attitude souvent agressive, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, s'inspire peut-être du "système du tribut" qui régissait les relations extérieures de l'Empire chinois depuis plusieurs millénaires et qui avait disparu au tout début du 20ème siècle sous la pression occidentale. Je rappelle que ce système excluait toute relation égale et encore moins toute "alliance" avec les pays étrangers. Ceux-ci, considérés comme "barbares", dépêchaient régulièrement des envoyés à la Cour de Pékin pour déposer des tributs plus ou moins élaborés aux pieds de l'Empereur, reconnaissant ainsi les bienfaits ainsi que la supériorité et la morale de la civilisation de "l'Empire du milieu". Parmi ces pays "barbares" qui avaient accepté de se plier à ce rite, il y avait la Russie, dont les présents, peu élaborés, étaient souvent constitués de matières premières (déjà!). A cette époque il n'y avait pas dans l'Empire chinois de ministère des affaires étrangères mais un "bureau des rites" chargé précisément de traiter avec les États "barbares" tributaires. La Russie, qui y avait sa place, était gérée à partir de 1861 par un bureau (comme la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis) faisant partie du "Zongli Yamen", chargé de l'administration des affaires étrangères chinoises. Ce système tributaire visait essentiellement pour la Chine à s'entourer d'une ceinture d'États satellites pour constituer un glacis protecteur.

Ne pourrait-on pas également considérer que le vaste projet diplomatique chinois de "Communauté de destin pour l'humanité", lancé en 2012 par Hu Jintao, repris par Xi Jinping en 2015 puis inscrit dans la Constitution de la RPC en 2018, soit une reprise partielle du "système tributaire" ?